

UNE SORTIE DE BOUTEFLIKA AVANT LES ÉLECTIONS

Booster la campagne électorale ?

Abdelaziz Bouteflika interviendra personnellement avant les élections du 10 mai prochain pour tenter de booster une campagne électorale franchement décevante pour le moment. «Seul le président est en mesure de provoquer le déclic auprès de l'opinion», nous confie une source proche de la présidence.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Il ne faut pas oublier que c'est la crédibilité même du président qui est en jeu dans ces élections-là, lui qui s'y est impliqué lourdement depuis son fameux discours du 15 avril 2011», explique notre source. Dans l'entourage immédiat de Bouteflika, tout ce qui importe dans le rendez-vous du 10 mai, c'est le taux de participation. «Une forte abstention est une perspective cauchemardesque pour un président qui a, rappelons-le, comparé ces élections au 1^{er} Novembre 1954», avoue encore notre source. C'était le 23 février dernier à l'occasion de la célébration des nationalisations des hydrocarbures à partir d'Arzew, à Oran.

Une ville d'Oran que Bouteflika visitera d'ailleurs avant les pro-

chaines élections. Il est fort possible qu'il saisisse cette occasion pour faire une intervention publique. «La meilleure intervention qu'il puisse faire et qui aura de l'impact, c'est une sortie improvisée où il interpellera directement le peuple et non pas un discours écrit et froid. Et ce ne sont pas les occasions qui manquent pour cela durant cette période. Le calendrier nous offre deux dates fort symboliques : le 1^{er} mai mais, surtout, le 8 mai.»

Dans l'entourage de Bouteflika, l'on ne cache plus en tout cas la grande déception de l'actuel locataire d'El-Mouradia quant au déroulement de la campagne qui n'arrive pas du tout à renverser la très forte tendance à l'abstention chez l'opinion publique. Particulièrement irrité par la crise qui secoue le parti majo-



Photo : Samir Sid

La préoccupation première de Bouteflika est de sauver les élections.

ritaire qu'il préside, c'est toujours Bouteflika en personne qui aurait donné instruction ferme pour «interrompre les vacances anticipées du président de l'APN, Abdelaziz Ziari, qui a préféré se rendre aux Pays-Bas alors que la campagne battait

son plein et que, par ailleurs, son mandat n'a pas encore expiré».

L'éclipse d'un haut responsable encore en exercice comme Ziari, y compris des apparitions protocolaires qu'exige son statut n'étant pas de nature, effectivement, à cré-

dibiliser un scrutin pour une institution dont le prestige s'en trouve déjà fortement terni par la médiocrité de la dernière législature.

C'est par ailleurs ce même souci «de limiter les dégâts» qui a poussé Bouteflika à ajourner, pour après les élections, tout changement à la tête du FLN. «Il ne voulait prendre aucun risque qui favoriserait un triomphe des islamistes aux prochaines élections. D'où l'instruction qu'il donnait à Daho Ould Kablia d'empêcher la tenue d'une session extraordinaire du comité central avant les élections», nous confie la même source. Mais pour après les élections ? «La préoccupation première du président était de sauver les élections, pas Belkhadem». Une formule bien diplomatique de signifier un incontournable changement à la tête de l'actuel parti majoritaire. C'est d'autant plus probable comme scénario qu'en dépit de son implication personnelle, Bouteflika n'a pas réussi à mettre en lice, pour les prochaines élections, un FLN unifié...

K. A.

Dans l'indifférence des Algérois

Jamais, au niveau de la capitale, une campagne électorale n'a été aussi morose, insipide que la présente qui, au septième jour de son lancement, tarde encore à démarrer. Et il est fort à craindre qu'il en sera de même jusqu'au jour du scrutin législatif du 10 mai prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Seuls et uniques indicateurs que la première ville du pays, censée être la vitrine à tout instant, surtout à l'occasion des grands événements comme les prochaines législatives que tout le monde, pouvoirs publics et partis politiques présentent pourtant comme une «halte majeure» dans l'histoire de l'Algérie, allant jusqu'à les comparer par certains au 1^{er} Novembre 1954, les panneaux d'affichage trônent un peu partout.

Des panneaux qui, pour ceux qui n'ont pas encore subi la furie des jeunes ou des dernières pluies accompagnées de rafales de vent, restent, pour la majorité d'entre eux, affreusement inoccupés tant et si bien que des partis n'ont, à ce jour, pas encore daigné afficher leurs listes de candidats. Et pour celles affichées, une dizaine, elles ne suscitent pas la curiosité escomptée des citoyens, ceci quand elles ne sont pas tout simplement déchirées ou totalement arrachées, notamment au niveau des endroits où les forces de l'ordre sont moins présentes. Quand des affiches «réussissent» à arracher l'intérêt de quelques passants,

comme il nous est arrivé, hier, samedi, de le constater à la rue Meissonier, c'est pour susciter des commentaires des plus désobligeants et des railleries de tous genres. «Ils veulent tous devenir députés», ironisera un jeune dont l'ami qui l'accompagnait s'est étonné d'apercevoir en tête de liste d'un des nouveaux partis, un ancien camarade à la fac de droit de l'Université d'Alger. «Un fils de famille, dommage que le parti qu'il représente ne soit pas porteur», dira-t-il, avant de se raviser pour dire que de toute façon, «si jamais je me décide de voter, je lui accorderai ma voix». Ce qui ne semble pas être l'avis de son accompagnateur pour qui «il est vraiment inutile d'aller voter le 10 mai prochain tant on ne fera que perpétuer le système en place».

Un peu plus loin, dans un fast-food de la rue Didouche-Mourad grouillant de monde en ce second jour du week-end, une jeune fille, universitaire, était en compagnie d'une amie. «Nous sommes des habituées de cet endroit», répliqueront-elles quand on a osé les interpellier sur la campagne électorale. Une manière subtile de signifier tout leur désintérêt, pour ne

pas dire aversion, pour la chose politique. Ce qui, peut être admis pour l'une d'elles, l'enseignante de formation qui a eu à militer dans un parti démocratique avant d'en claquer la porte, il y a quelques années. Mais pas pour l'autre, de surcroît étudiante en sciences politiques. Toutefois, notre interlocutrice s'en défend en affirmant que «c'est en connaissance de cause que je suis indifférente à l'égard de la pratique politique, renforcée que je suis dans mes convictions par ce que m'a rapporté mon amie de son parcours dans son ex-parti».

Sons de cloches presque similaires chez deux vieux, assis sur des bancs publics à la place de la Paix de Bab El Oued. L'un d'eux se lancera directement dans l'analyse du net désintérêt du citoyen lambda à l'égard des législatives du 10 mai, en se laissant dire que le pouvoir, contrairement à ce que l'on pense, n'est nullement obsédé par un quelconque fort taux d'abstention. Comme argument, notre sexagénaire, qui se dit ex-militant d'un vieux parti, avancera celui du souci pour le système «d'assurer sa survie et maintenir le statu quo et pour ce faire, il a encouragé les candidatures de complaisance pour décourager les électeurs». Ceci, avant d'ajouter que tous les ingrédients d'une abstention massive sont réunis, citant la folie qui s'est emparée de la mercuriale, manière, expliquera son ami, de ne laisser

au citoyen que la préoccupation unique du comment faire ses emplettes.

Les jeunes branchés football

Pour ce qui est des jeunes, nombreux parmi ceux que nous avons sollicités dont le centre d'intérêt est tout autre que politique et autres législatives du 10 mai prochain. Leurs discussions tournaient exclusivement autour des demi-finales de la coupe d'Algérie de la veille mais surtout du classico planétaire FC Barcelone-Real Madrid du début de soirée d'hier. Laborieux, vraiment laborieux de les ramener sur le terrain politique tant ils affirment à l'unisson leur «phobie» pour tout ce qui sent la «politique». Un homme, d'un certain âge qui suivait notre conversation s'approchera de nous pour affirmer que les dirigeants des partis politiques partant pour ces élections sont conscients de cette désaffection des électeurs du terrain politique. Preuve en est, dira-t-il, qu'aucun meeting ou rencontre ne s'est tenu ici et on se contente de contacts entre amis et connaissances». Remarque vraie du fait que tous les partis, au vu de l'enjeu que représente la capitale de par son statut de plus grande circonscription électorale avec ses 37 sièges à pourvoir, semblent vouloir clôturer leurs campagnes à Alger et tenter ainsi de rafler la mise.

M. K.

Carnet de campagne

Seconde semaine de la campagne électorale. Le peu d'engouement des électeurs potentiels constitue la hantise des partis politiques et de l'administration. En dépit du spectre de l'abstention, les candidats continuent de sillonner le pays dans l'espoir d'inverser la tendance.

Le PT dans le noir à Sétif

Animant un meeting à Sétif à la maison de la culture Houari-Boumediène, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) a eu la désagréable surprise de voir le courant coupé. En colère, Hanoune a demandé l'ouverture d'une enquête sur ce qu'elle considère comme un acte de sabotage.

Djaballah promet l'amnistie

Le président du Front pour la justice et la démocratie (FJD) continue d'égrener les promesses au fil des meetings qu'il anime. Abdallah Djaballah promet une amnistie générale pour tous. Qui inclut-il dans ce tous ? Il n'en a pas dit plus sur ses intentions. Djaballah

promet également une révision de la Constitution et la réforme de la justice.

De la musique faute de candidats

Les candidats à la députation ne sont visiblement pas tous convaincus de l'utilité de consommer les créneaux horaires qui leur sont réservés au niveau des différentes chaînes de radios nationales. Ces dernières sont réduites à pallier l'absence des interventions des candidats par des morceaux de musique classique...

Zéro subtilité

Obnubilée par le risque d'abstention aux législatives, la Télévision nationale mobilise toutes ses «compétences» pour contrer ce spectre. Au journal télévisé de vendredi, l'Unique n'a pas trouvé meilleure idée que d'apostropher des personnes faisant du sport à Bouchaoui en faisant croire qu'elles pensaient toutes à une seule chose : les élections. Les interviewés, visiblement étonnés des questions des reporters, n'ont rien trouvé d'autre à dire qu'ils espéraient que les élus amélioreraient les conditions de la pratique du sport à Bouchaoui...

Après les chiffres, les lettres

L'attribution des identifiants aux partis politiques n'a pas fini de provoquer des remous. Après la polémique sur les bulletins uniques, la photo des chefs de partis sur les bulletins alimentée par les partis politiques, c'est au tour des candidats indépendants de monter au créneau.

Les lettres de l'alphabet arabe qui leur ont été attribuées n'ont pas été de leur goût sous prétexte que les lettres de l'alphabet se ressemblaient et que cela risquait de créer la confusion dans l'esprit des électeurs.

La commission des magistrats réplique

La Commission nationale de supervision des élections législatives a eu à traiter 163 affaires liées essentiellement aux manquements par certaines formations politiques aux conditions de la campagne électorale en matière d'affichage anarchique.

La commission parle de «cas isolés» concernant l'utilisation de langues étrangères dans les meetings populaires mais que ces dépassements n'ont eu aucun impact sur le bon déroulement de la campagne électorale.

Les magistrats en renfort

La Commission nationale de supervision des élections législatives composée de magistrats a vu le nombre de ces derniers augmenter. Initialement composée de 316 magistrats au début de la campagne électorale, ce nombre a été jugé insuffisant pour couvrir la campagne nécessitant du renfort sans compter le renforcement des sous-commissions au nombre de 69 pour répondre aux besoins de chaque circonscription conformément à la loi. Un nombre important de greffiers, de notaires et de huisiers de justice ont été mobilisés pour assister la CENSEL dans sa mission.

Les mises en garde de Belkhadem

Le numéro un du Front de libération nationale met en garde contre ceux qui veulent «semer la discorde sous couvert d'appartenance ethnique ou doctrinale». A partir de Ghardaïa, Belkhadem a rappelé que «d'aucuns ont tenté, vainement pendant les années 1990, de mettre le pays à genoux et, aujourd'hui, ils veulent semer le chaos sous le couvert de race ou de doctrine».

Nawal Imès